

# LES PROCESSUS D'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE



SYNTHÈSE  
2025

Ces dernières décennies ont été marquées par une ouverture progressive des États membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) aux valeurs universelles des droits humains. L'abolition de la peine de mort au sein des États membres de l'OCI n'est pas encore acquise, mais l'intervention de parlementaires, d'acteurs de la société civile ou d'autres personnes politiques en faveur de l'abolition a joué et jouera un rôle décisif.

Les processus d'abolition sont lents, difficiles et parfois même risqués. Néanmoins, il existe de multiples raisons d'espérer, surtout lorsque l'on voit le nombre croissant d'États devenus abolitionnistes.

**L'étude Les processus d'abolition de la peine de mort dans les États membres de l'Organisation de la coopération islamique présente le résultat d'entretiens et de recherches menés par ECPM et Naël Georges en 2020; elle permet de mieux comprendre les processus ayant mené vers les abolitions de la peine de mort dans les États membres de l'OCI. Elle constitue un outil précieux pour les accompagner vers l'abolition de la peine de mort et rompre les idées reçues.**

Sur les 57 États membres de l'OCI, 20 ont aboli la peine de mort (pour tous les crimes ou pour les crimes de droit commun), 12 États maintiennent un moratoire de fait et 25 sont des États rétentionnistes. L'abolition est possible et cette étude vient le démontrer au travers des exemples précis d'États qui ont fait ce choix.

Parmi les 20 États qui ont aboli la peine de mort, 14 sont caractérisés par une majorité musulmane de la population. Cela représente 70 % des pays abolitionnistes.

#### États à majorité musulmane

Albanie  
Azerbaïdjan  
Burkina Faso (*droit commun*)  
Côte d'Ivoire  
Djibouti  
Guinée  
Kazakhstan  
Kirghizstan  
Ouzbékistan  
Sénégal  
Sierra Leone  
Turkménistan  
Turquie  
Tchad

#### États à minorité musulmane

Bénin  
Gabon  
Guinée-Bissau  
Mozambique  
Togo  
Suriname

#2

## INFOS-CLÉS

- ▶ L'OCI est la plus grande organisation internationale après les Nations unies. Ses États membres sont répartis sur 4 continents.
- ▶ **Quelques objectifs<sup>1</sup>**
  - Préserver et promouvoir les hautes valeurs islamiques de paix, de compassion, de tolérance, d'égalité, de justice et de dignité humaine;
  - Contribuer à l'instauration de la paix et de la sécurité internationales;
  - Promouvoir les droits de l'Homme et les libertés fondamentales, la bonne gouvernance, l'État de droit, la démocratie et la reddition des comptes dans les États membres, conformément à leurs systèmes constitutionnels et juridiques.
- ▶ **Quelques priorités du plan d'action de l'OCI 2016-2025<sup>2</sup>**
  - Paix et sécurité
  - Lutte contre le terrorisme
  - Droits humains et bonne gouvernance
- ▶ **Hétérogénéité des États membres**: certains États ont pour religion officielle l'islam, d'autres sont laïcs; les dimensions démographique et politico-juridique de l'islam diffèrent selon les États.
- ▶ **La majorité des États de l'OCI adhère aux principales conventions internationales de protection des droits de l'Homme**
  - Tous ont ratifié la Convention des droits de l'enfant
  - 16 États ont ratifié l'OP2<sup>3</sup>
  - Seuls 4 États n'ont pas ratifié le PIDCP



## DATES CLÉS

- ▶ **1969**: création de l'**Organisation de la conférence islamique (OCI)** à la suite de l'incendie criminel de la mosquée *al-Aqsa*
- ▶ **1970**: première conférence des ministres des Affaires étrangères → création d'un secrétariat général
- ▶ **1972**: adoption de la Charte de l'OCI
- ▶ **1983**: adoption de la Déclaration de Dacca sur les droits de l'Homme en islam
- ▶ **1990**: adoption de la Déclaration du Caire sur les droits de l'Homme en islam
- ▶ **2011**: changement de nom → l'OCI devient l'Organisation de la coopération islamique.

1 Charte de l'OCI: <https://www.oic-oci.org/fr/page/16>

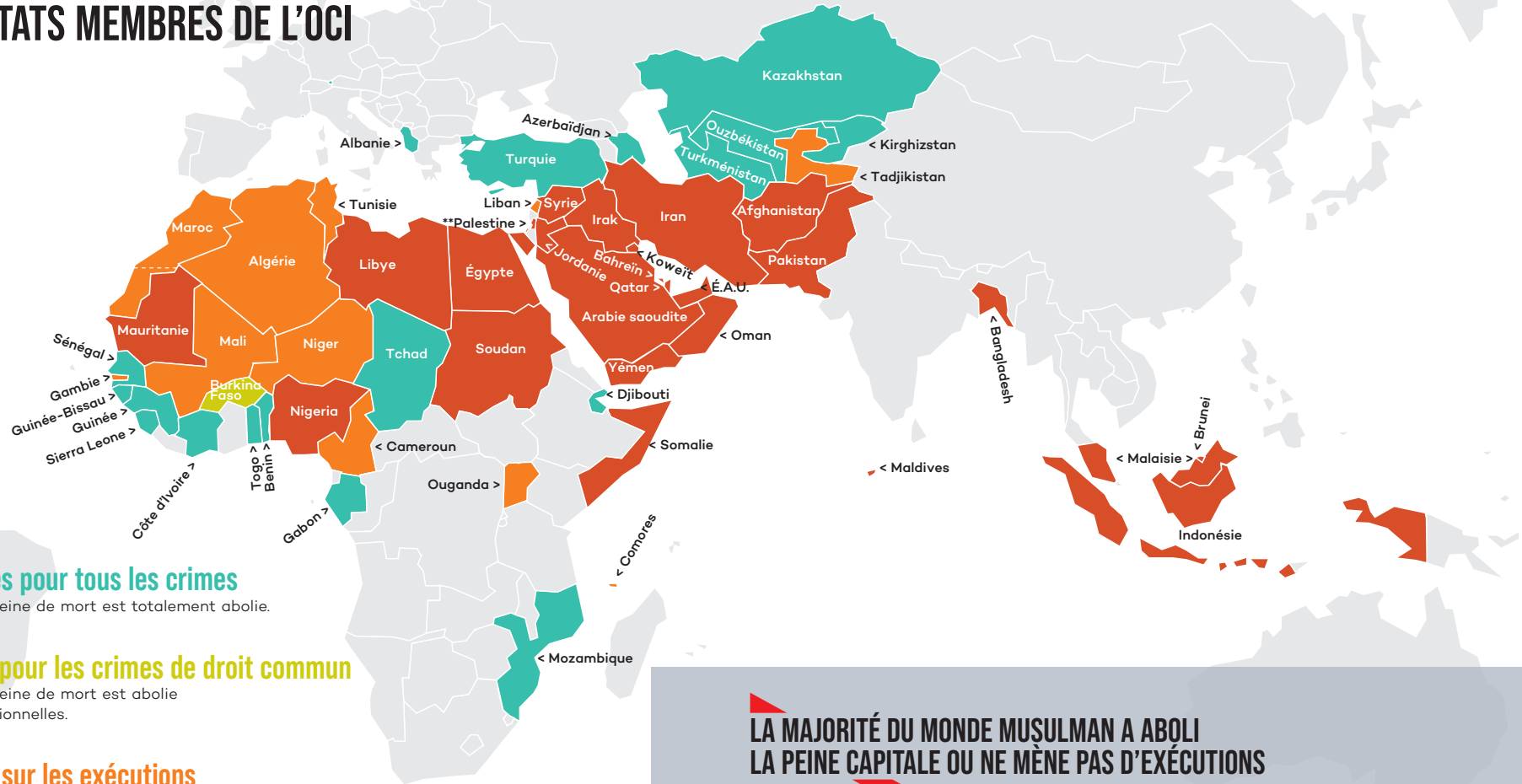
2 Le plan d'action décennal 2026-2035 n'a pas encore été adopté au moment de la mise à jour de cette synthèse.

3 Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), visant l'abolition de la peine de mort.

#3

La version interactive  
de cette carte  
avec des données chiffrées  
est accessible sur  
[www.ecpm.org](http://www.ecpm.org)

# SUR LES 57 ÉTATS MEMBRES DE L'OCI



## 19 États abolitionnistes pour tous les crimes

États ou territoires où la peine de mort est totalement abolie.

## 1 État abolitionniste pour les crimes de droit commun

États ou territoires où la peine de mort est abolie sauf circonstances exceptionnelles.

## 12 États en moratoire sur les exécutions

États ou territoires où la peine de mort est en vigueur mais où aucune exécution n'a eu lieu depuis dix ans et ne s'opposant pas à la dernière résolution des Nations unies en faveur d'un moratoire universel sur les exécutions et/ou ayant ratifié l'OP2\*.

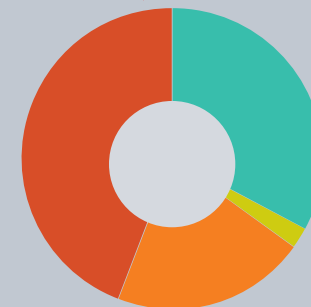
## 25 États rétentionnistes

États ou territoires appliquant la peine de mort.

\* Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques visant l'abolition de la peine de mort.  
\*\* Le cas de la **Palestine** est particulier: elle ne peut pas voter la résolution moratoire, a ratifié l'OP2, mais la peine de mort est toujours en vigueur à Gaza (dernières exécutions documentées en 2023).

Données 2025

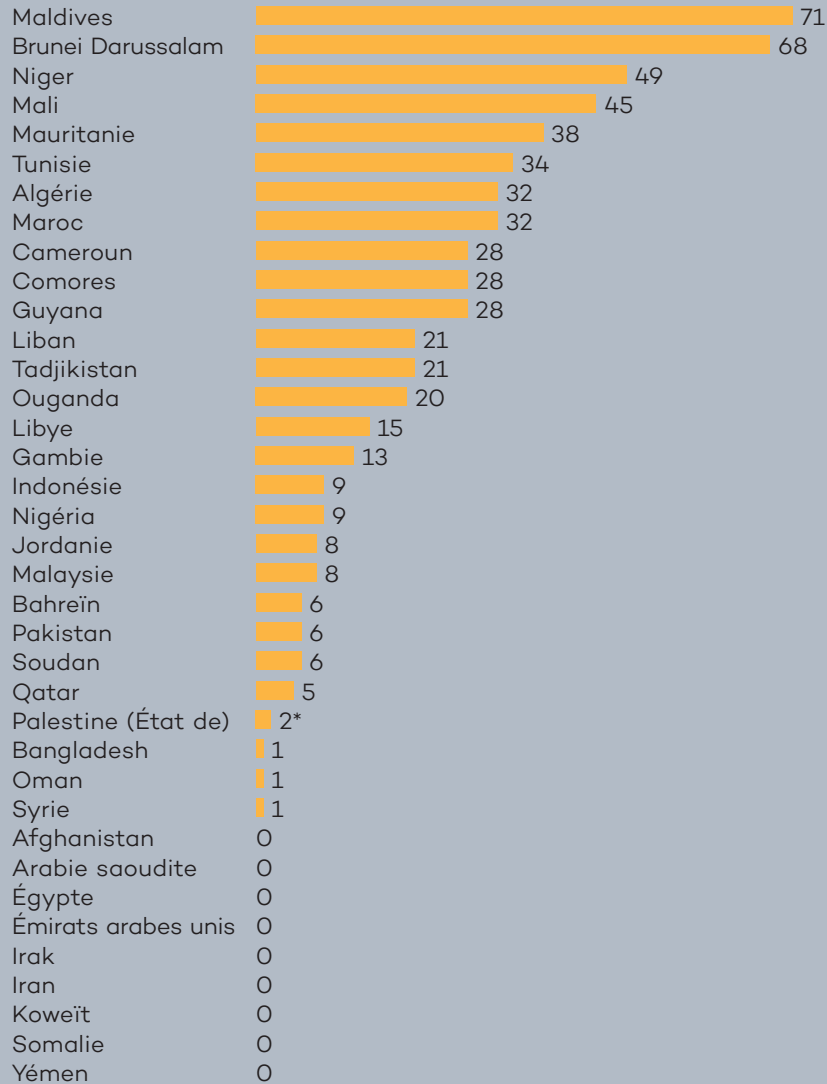
## LA MAJORITÉ DU MONDE MUSULMAN A ABOLI LA PEINE CAPITALE OU NE MÈNE PAS D'EXÉCUTIONS



Abolitionnistes 33 %  
Abolitionnistes de droit commun 2 %  
En moratoire 21 %  
Rétentionnistes 44 %

## SUR LES 37 ÉTATS EN MORATOIRE OU RÉTENTIONNISTES, LA RÉALITÉ DE L'APPLICATION DE LA PEINE DE MORT DIFFÈRE D'UN PAYS À L'AUTRE

NOMBRE D'ANNÉES DEPUIS LA DERNIÈRE EXÉCUTION DANS LES ÉTATS EN MORATOIRE ET LES ÉTATS RÉTENTIONNISTES AU 31 DÉCEMBRE 2025



\*Données 2024 et 2025 indisponibles.

## LES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI ADOPTENT DES POSITIONS VARIÉES LORS DU VOTE DE LA RÉSOLUTION DES NATIONS UNIES « MORATOIRE SUR L'APPLICATION DE LA PEINE DE MORT »

On constate une évolution positive des votes. Alors que 15 États membres de l'OCI étaient favorables au moratoire en 2007, ils sont 28 (50 %) à avoir soutenu la résolution en 2024.

Pays	Statut lors du vote 2024	2007	2008	2010	2012	2014	2016	2018	2020	2022	2024
Afghanistan	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
Albanie	Abolitionniste	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Algérie	En moratoire	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Arabie saoudite	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
Azerbaïdjan	Abolitionniste	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Bahreïn	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
Bangladesh	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
Bénin	Abolitionniste	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Brunei Darussalam	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
Burkina Faso	Abolitionniste DC	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Cameroun	En moratoire	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Comores	En moratoire	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Côte d'Ivoire	Abolitionniste	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Djibouti	Abolitionniste	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Égypte	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
Émirats arabes unis	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
Gabon	Abolitionniste	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Gambie	En moratoire	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Guinée	Abolitionniste	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Guinée-Bissau	Abolitionniste	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Guyana	En moratoire	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Indonésie	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
Irak	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
Iran	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
Jordanie	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
Kazakhstan	Abolitionniste	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Kirghizstan	Abolitionniste	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Koweït	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
Liban	En moratoire	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Libye	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
Malaisie	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
Maldives	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
Mali	En moratoire	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Maroc	En moratoire	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Mauritanie	En moratoire	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Mozambique	Abolitionniste	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Niger	En moratoire	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Nigeria	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
Oman	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
Ouganda	En moratoire	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Ouzbékistan	Abolitionniste	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Pakistan	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
Qatar	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
Sénégal	Abolitionniste	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Sierra Leone	Abolitionniste	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Somalie	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
Soudan	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
Suriname	Abolitionniste	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Syrie	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre
Tadjikistan	En moratoire	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Tchad	Abolitionniste	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Togo	Abolitionniste	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Tunisie	En moratoire	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Turkménistan	Abolitionniste	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Turquie	Abolitionniste	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur	En faveur
Yémen	Rétentionniste	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre	Contre

En faveur  
Abstention  
Absent  
Contre

**« La peine de mort est irréversible et sa pratique a été universellement rejetée. »**

**Mohamed El Baradaei**

Ancien vice-président,  
lauréat du prix Nobel  
de la paix en 2005

ÉGYPTE

**« Aucune des valeurs ne pourra jamais justifier que l'on relativise la valeur de la vie humaine au point de la supprimer légalement. »**

**Abdou Diouf**

Ancien président de  
la République, ancien  
secrétaire général de  
l'Organisation internationale  
de la Francophonie (OIF)

SÉNÉGAL

**« Même si la peine de mort a été appliquée dans le monde entier à travers les époques, les meurtres continuent de se produire. La peine de mort n'a pas eu d'effet dissuasif. »**

**Liew Vui Keong**

Ancien ministre des Lois  
au sein du cabinet du  
Premier ministre

MALAISIE

RETROUVEZ LE RAPPORT  
**« LES PROCESSUS D'ABOLITION  
DE LA PEINE DE MORT  
DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI »**  
AINSI QUE LA CARTE INTERACTIVE  
SUR **WWW.ECPM.ORG**



Projet  
soutenu par

Fondation  
de  
France



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Federal Department of Foreign Affairs FDFA



Co-funded by  
the European Union

Ce document a été mis à jour en 2026 avec le soutien de l'AFD et de la Fondation de France.  
Il a été imprimé avec le soutien de la France, de l'Union européenne et de la Suisse.  
Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité des auteurs et ne peut en aucun cas être considéré  
comme reflétant la position des bailleurs susmentionnés.